

Favoriser une croissance économique durable – l'approche de l'ACDI

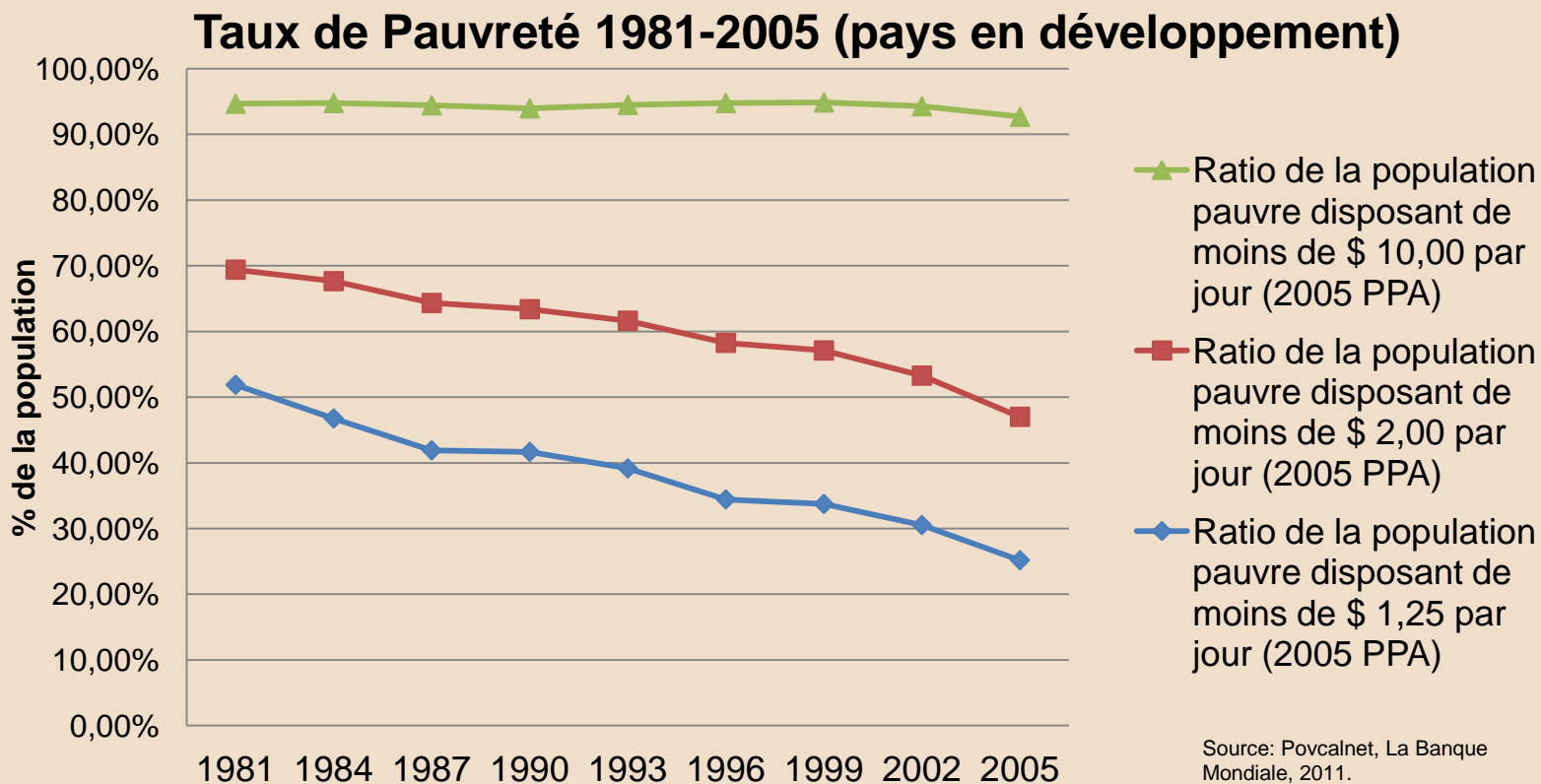


Association des économistes
québécois

Présentation par Chris MacLennan,
Directeur General, Politiques
Stratégiques



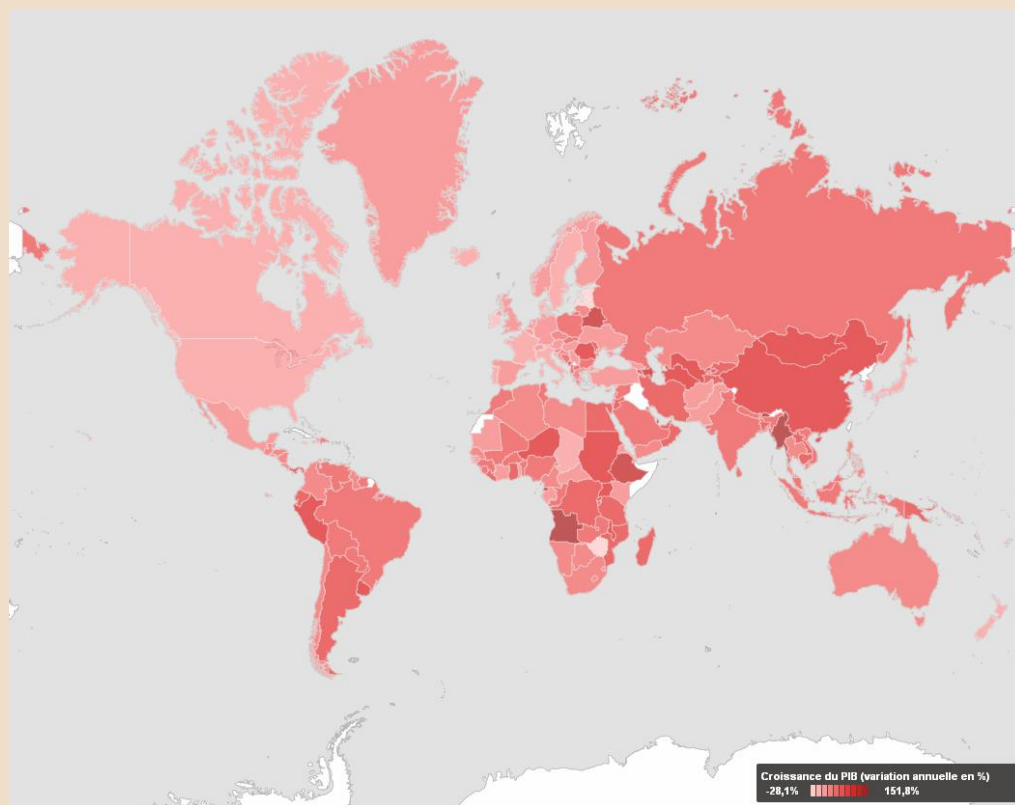
La pauvreté demeure un défi majeur à l'échelle mondiale



- Le taux de pauvreté dans les pays les plus pauvres a diminué significativement depuis 1980, mais il demeure encore trop élevé. En 2005, 25,2% des individus vivant dans un pays en développement gagnaient moins de 1,25\$ par jour et 47,0% gagnaient moins de 2,00\$ par jour.
- Cela dit, les pauvres ne sont pas devenus significativement plus riches – la proportion de la population disposant de moins de 10\$ par jour est demeurée stable au cours des trois dernières décennies

Il existe de grandes variations dans les taux de croissance...

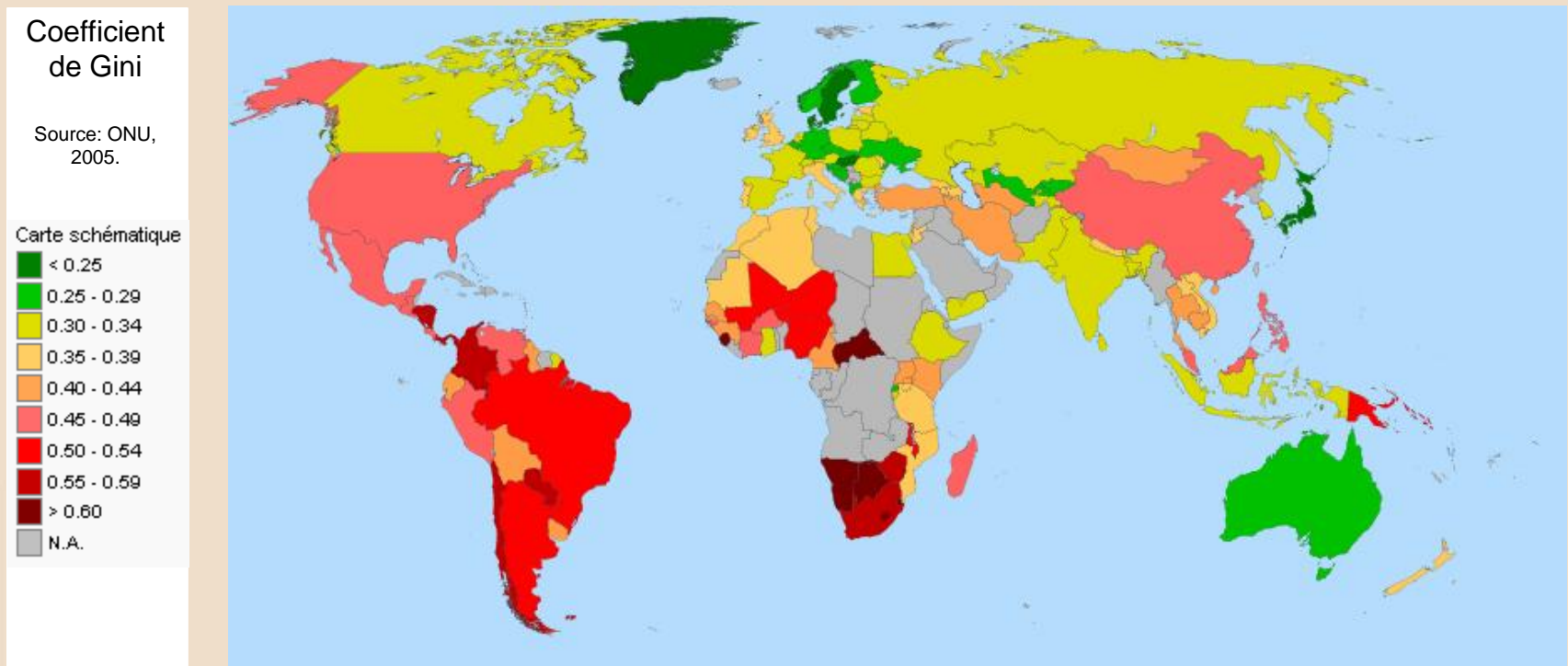
Croissance du PIB (2010)	Variation annuelle en %
(Source : La Banque Mondiale, 2011)	
Afghanistan (2008)	3.4
Bangladesh	5.8
Bolivie	4.2
Cisjordanie/Gaza (2005)	6.3
Colombie	4.3
Ghana	6.6
Haïti	-5.1
Honduras	2.6
Indonésie	6.1
Mali	4.5
Mozambique	7.2
Pakistan	4.4
Pérou	8.8
Sénégal	4.2
Soudan	4.5
Tanzanie	7.0
Ukraine	4.2
Vietnam	6.8



- Parmi les pays ciblés par l'ACDI, il existe une différence importante entre les taux de croissance des pays très vulnérables comme Haïti (-5.1%) et certains pays bénéficiant d'un secteur des ressources naturelles fort comme le Pérou (8.8%)
- De manière générale, la croissance est plus forte dans les pays à revenu intermédiaire que dans les pays les plus pauvres.

...et une grande disparité de revenus à l'intérieur de la majorité des pays en développement

- Le niveau d'inégalité de revenus est particulièrement élevé dans les pays d'Afrique et d'Amérique Latine.



Plusieurs études démontrent que la croissance économique est essentielle pour réduire la pauvreté

- Des taux de **croissance économique** élevés constituent, à long terme, la meilleure approche pour réduire la pauvreté:
 - Les **Objectifs du Millénaire pour le développement (ODM)** : atteints dans les pays jouissant d'une croissance économique vigoureuse; peu probable dans les pays dont la croissance économique est faible
 - La croissance économique entraîne **un accroissement des revenus** à tous les niveaux – un effet davantage prononcé parmi les pays les plus pauvres
 - La croissance peut générer les ressources financières dont les gouvernements des pays en développement ont besoin pour **investir dans le bien-être de leurs citoyens**, tout en renforçant la résilience aux chocs sociaux, économiques et environnementaux
 - *Pour en savoir davantage: La Commission sur la croissance et le développement, 2008; La Banque mondiale, Document de travail n° 32885, 2005.*
- Les résultats les plus significatifs en terme de la réduction de la pauvreté viennent quand cette croissance économique est **durable**, c'est-à-dire que la croissance :
 - **Dure** à long terme et est économiquement **viable**
 - Est **inclusive** – tient compte de la condition des pauvres, des jeunes, des personnes marginalisés, et de **l'égalité entre les sexes**
 - Soutient **la durabilité environnementale**
 - *Pour en savoir davantage: p. ex. Martin Ravallion et Shaohua Chen, La Banque mondiale, 2003, 2009.*

L'économie peut croître lorsque certains éléments clés sont en place

- La croissance économique durable peut être maximisée quand tous les éléments requis sont en place et qu'ils fonctionnent de manière cohérente
- Tous les pays sont soumis à des **obstacles** contraignants qui limitent la capacité de leur économie de croître pleinement
- Pour assurer la croissance, il faut bien comprendre les obstacles propres à chaque pays puis fixer et mettre en œuvre des mesures appropriées, précises et bien ordonnées visant à lever ces contraintes
- *Pour en savoir davantage: Ricardo Hausmann et Dani Rodrik, 2003, 2005; Justin Lin, La Banque mondiale, 2010, 2011.*

Obstacles contraignants:

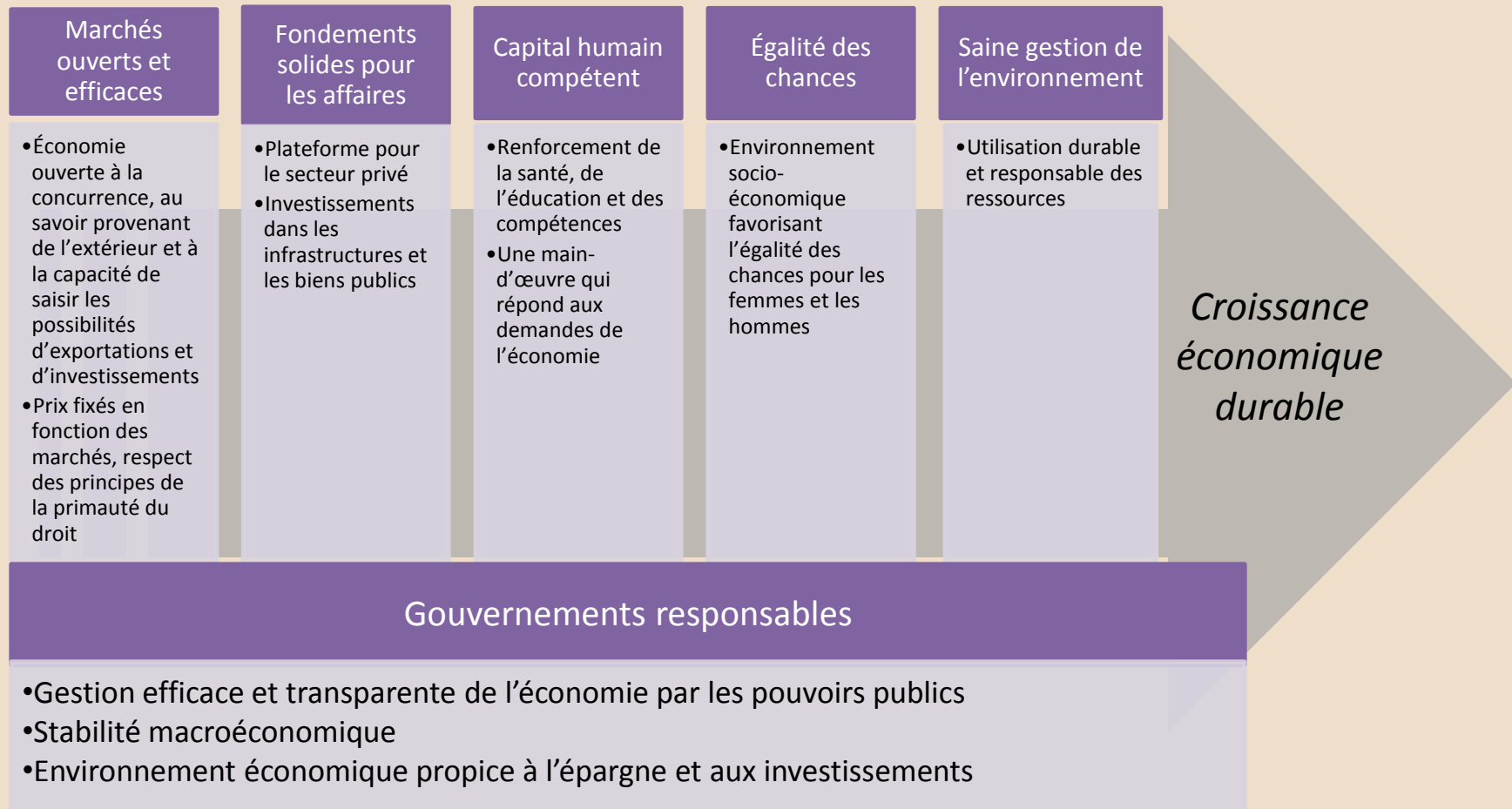
Nécessité de cerner les principaux goulots d'étranglement qui freinent l'accroissement de l'activité économique dans un pays donné
– p. ex.:

- **Bangladesh** – Fardeau réglementaire élevé sur les entreprises, faible développement du capital humain et des infrastructures, système financier déficient
- **Caraiïbes** – Faiblesse des finances publiques, protection commerciale élevée, bureaucratie inefficace, manque de volonté politique
- **Tanzanie** – Climat peu propice aux affaires et les taxes élevées, pénurie de main d'œuvre qualifiée, assise financière instable

Sources: Banque mondiale et autres diagnostics de croissance

La coopération internationale peut aider les pays en développement à identifier et à cibler les obstacles contraignants qui entravent leur potentiel de croissance

L'atteinte de taux de croissance économique élevés dans les pays en développement dépend de plusieurs éléments essentiels



Les pays en développement ont beaucoup de potentiel à exploiter et de défis à relever

Des défis importants... :

- Des politiques et des institutions inefficaces
- Corruption
- Des infrastructures de pauvre qualité
- L'économie informelle et le secteur des PME n'ont pas les outils de base
- Le chômage et le manque de main-d'œuvre qualifiée
- Inégalité entre les sexes et droits de la personne non-respecté
- Mauvaise gestion de l'environnement et des ressources naturelles

...mais aussi des opportunités :

- Une main-d'œuvre sous-utilisée – spécialement les femmes, les jeunes et les gens marginalisés
- Une abondance de ressources naturelles et de capital naturel
- Potentiel lié à des gains rapides de productivité et de valeur ajouté

L'aide publique au développement est une composante parmi d'autres

- L'importance du **secteur public domestique** dans les pays en développement pour soutenir les services sociaux et pour créer un environnement d'affaires propice à la croissance économique
- Le rôle des flux du **secteur privé** – les transferts de fonds, les investissements privés, l'épargne intérieure, les emprunts extérieurs, et le commerce
- La **philanthropie** – acheminé par les ONG ou les fondations privées
- Le valeur de la **responsabilité sociale** des entreprises et les entreprises inclusives – favoriser une croissance économique inclusive

La stratégie sur la croissance économique durable

La Stratégie de l'ACDI sur la croissance économique durable vise à favoriser une croissance économique durable et à long terme qui augmentera la production de revenus, créera des emplois et contribuera à réduire la pauvreté dans les pays en développement.

Domaine d'intervention: Établir des assises économiques	Domaine d'intervention: Favoriser la croissance des entreprises	Domaine d'intervention: Investir dans le capital humain
Mesures à prendre en priorité : <ul style="list-style-type: none"> • Renforcer les institutions et les capacités en gestion de l'économie et des finances publiques, tant à l'échelle locale et régionale que nationale • Améliorer les cadres et les systèmes juridiques et réglementaires (y compris leur mise en œuvre), qui jouent un rôle clé dans la stabilité des économies locales et nationales • Aider les gouvernements, les entreprises et les industries à élargir leurs activités et à entrer sur les marchés régionaux et mondiaux • Renforcer les capacités nationales et locales afin de favoriser une gestion durable et socialement responsable de l'environnement et des ressources naturelles, dans le but de favoriser la croissance économique 	Mesures à prendre en priorité : <ul style="list-style-type: none"> • Soutenir davantage le développement et la croissance des micro, petites et moyennes entreprises du secteur privé, en accordant une attention particulière aux entreprises gérées par des femmes • Accroître la productivité et la viabilité des entreprises en fonction des possibilités réelles du marché et corriger les lacunes dans les structures de gestion, ce qui permettra d'offrir aux démunis plus de possibilités d'emploi à long terme dans le secteur structuré • Renforcer les produits et services des institutions financières (dont le microfinancement) et accroître leur disponibilité, ce qui favorisera la création d'emplois pour les pauvres 	Mesures à prendre en priorité : <ul style="list-style-type: none"> • Augmenter l'accès aux connaissances et à la formation professionnelle axées sur la demande et qui sont essentielles pour permettre aux travailleurs d'intégrer le secteur structuré du marché du travail, particulièrement en ce qui concerne la capacité de lire, d'écrire et de compter • Multiplier les occasions d'apprentissage structurées, appropriées et stimulantes en milieu de travail, y compris dans le secteur agricole • Soutenir des initiatives d'apprentissage utiles et axées sur les résultats, qui stimuleront la croissance des entreprises, l'expansion de marchés et la productivité

Thèmes transversaux : Égalité entre les femmes et les hommes, gouvernance, durabilité de l'environnement

Quelques enjeux clés : l'informalité, les compétences, infrastructure

- L'informalité
 - Sans la protection de la loi, l'informalité laisse les gens en marge de l'économie
 - L'informalité empêche des gains de productivité, l'accès au financement, et la collection de revenus par les gouvernements
 - Toutefois, l'informalité existe du à des raisons spécifiques – la corruption officielle, un environnement d'affaires non propice, le manque de certification des compétences, la faiblesse de l'état, des pratiques commerciales traditionnelles
- Concordance entre les compétences et le travail
 - Dans plusieurs pays, il y a beaucoup de jeunes au chômage et une demande élevée pour une main-d'œuvre ayant des compétences élevées
 - Pour répondre à cet enjeu, L'ACDI propose une approche sur les « Compétences pour l'emploi »
- Infrastructure
 - L'accès aux marchés est essentiel pour soutenir une croissance économique basée sur la durabilité et la concurrence

Enjeux clés : L'autonomisation des femmes

- Même si aucun pays n'a atteint la parité entre les sexes, les pays qui ont fait d'importants progrès en matière d'égalité entre les sexes ont atteint systématiquement des niveaux de croissance économique plus élevés et ont amélioré leurs indicateurs liés au bien-être des populations.
- Exemples d'obstacles à l'entrée:
 - Les normes sociales et culturelles
 - Obstacles liés à l'entrepreneuriat féminin
 - Absence d'assise économique institutionnelle adéquate
 - Écart notable entre les sexes en terme de leadership économique
- L'autonomisation économique augmente l'accès des femmes aux biens, ressources et opportunités économiques.
- L'autonomisation vise également à réduire et éliminer les inégalités structurelles entre les sexes et les déséquilibres de pouvoir au sein des institutions, des marchés et des ménages.

Enjeux clés : La responsabilité sociale des entreprises (RSE)

- Les pays possédant des ressources liées au secteur extractif performant mieux que ceux qui n'en ont pas, que ce soit en terme de croissance du revenu par habitant ou via des indicateurs clés la mortalité infantile et la production d'électricité.
- Mais, plusieurs défis viennent avec les industries du secteur extractif (mines, pétrole) dans les pays en voie de développement : environnement, droits de la personne, services locaux, etc.
- Stratégie du gouvernement du Canada en matière de RSE mise en œuvre en 2009
- Objectifs:
 - Appuyer des initiatives visant à renforcer la capacité des communautés
 - Soutenir les collectivités à travers des partenariats innovateurs
 - Engagement à l'échelle mondiale pour renforcer les lignes directrices destinées aux entreprises extractives

Merci!

- Pour en savoir davantage, contacter mon équipe:

Marc Banzet

Chef d'Équipe, p.i., Croissance économique

Division de Croissance économique et durabilité de l'environnement

Direction des politiques thématiques et sectorielles

Direction générale des politiques stratégiques et du rendement

Téléphone : (819) 953-3148

Courriel : marc.banzet@acdi-cida.gc.ca